

Sous le Consulat, en 1799, Napoléon entreprit une profonde réforme de l'enseignement

Avec la suppression de l'Université de Paris sous la Révolution française, par décret de la Convention du 15 septembre 1793 et son remplacement par un ensemble de grandes écoles : École polytechnique, Conservatoire national des arts et métiers, École normale supérieure, École des beaux-arts, le baccalauréat disparaît lui aussi. Mais dès l'établissement du Consulat en 1799, Napoléon entreprend une profonde réforme de l'enseignement qui va bientôt le faire réapparaître.

Par la loi du 1er mai 1802, Napoléon crée les lycées

Mais face aux difficultés rencontrées, il cherche alors à mettre en place une institution d'instruction publique capable de regrouper l'ensemble des formations dispensées en France : de l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement supérieur.

Ainsi naît « l'Université impériale » créée par la loi du 10 mai 1806, qui n'a pas vocation à être un établissement supérieur, mais bien plutôt « *un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publics dans tout l'Empire.* »

1er avril 1803, Napoléon Bonaparte, Le Premier Consul, encadre les prénoms

Avant la Révolution française de 1789, Les Français étaient libres de choisir le prénom pour leurs enfants.

A la Révolution, de plus en plus de citoyens ont choisi de donner le nom de grands révolutionnaires à leur enfant.

L'initiative ne plaît pas au consul Bonaparte.

Par la loi du 11 Germinal An XI (1er avril 1803), il en finit avec la fantaisie qui avait cours dans l'attribution des prénoms aux nouveau-nés.

Elle régleme le choix des prénoms donnés par les Français.

L'article 1er énonce : « À compter de la publication de la présente loi, les noms en usage dans les différents calendriers, et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne, pourront seuls être reçus, comme prénoms sur les registres de l'état civil destinés à constater la naissance des enfants ; et il est interdit aux officiels publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes »...

Figure donc dans la loi la réglementation sur le choix de noms en usage dans les différents calendriers, et ceux des personnages connus de l'Histoire ancienne.

Nulle mention du seul calendrier des saints n'est faite dans le texte. Germinal, par exemple, issu du calendrier républicain, a connu un véritable succès au début du XIXe siècle.

Autre exemple :

Le prénom Sadi a été donné par Lazare Carnot à son fils par admiration pour le poète persan. Prénom ensuite repris par son petit-fils, futur président de la République.

À la suite de difficultés administratives, la loi a été modifiée.

En 1966, sous la présidence du général de Gaulle, les enfants français doivent normalement recevoir des prénoms français.

Certains prénoms étrangers et des prénoms coraniques pour les enfants de Français musulmans, sont acceptés.

En 1993, sous François Mitterrand, la loi du 8 janvier donne le principe de la liberté de choix des prénoms dans la mesure où ils ne portent préjudice ni au droit des tiers ni à l'enfant.

[Le 17 mars 1808, Napoléon crée le baccalauréat, premier grade universitaire](#)

Son étymologie, « bacca laurea », désigne en latin médiéval la « couronne de lauriers » remise aux vainqueurs. Apparu au Moyen-Âge, le baccalauréat constitue, avant la licence et le doctorat, le premier des grades de l'Université de Paris, *l'*Universitas magistrorum et scholarium parisiensium* (1215), la future Sorbonne.

* L'ensemble des maîtres et des élèves de Paris.

Des enseignants qui deviennent un corps public

C'est le décret du 17 mars 1808 qui fonde véritablement l'Université impériale créée deux ans plus tôt. De fait, par ce décret, l'Université obtient le monopole de l'enseignement :

Article 1. « *L'enseignement public, dans tout l'Empire, est confié exclusivement à l'Université.* »

À l'origine d'une pérennisation du corps enseignant, l'Université impériale en organise en effet le contrôle des compétences avec la création des grades universitaires: baccalauréat, licence et doctorat qui deviennent les conditions d'accès au métier d'enseignant.

C'est désormais par les enseignants et non par les établissements que s'exerce le contrôle de l'État sur l'enseignement :

Art 3. « *Nul ne peut ouvrir d'école, ni enseigner publiquement sans être membre de l'Université impériale, et gradué par l'une de ses Facultés.* »

Le baccalauréat, premier grade universitaire

Décerné par les Facultés, il est conçu comme le premier grade universitaire car le baccalauréat a la double particularité d'entériner la fin des études secondaires et d'ouvrir l'accès à l'enseignement supérieur.

Art. 19. « *Pour être admis à subir l'examen du baccalauréat dans la Faculté des Lettres, il faudra : 1° être âgé au moins de seize ans; 2° répondre sur tout ce que l'on enseigne dans les hautes classes des Lycées.* »

Initialement, deux baccalauréats sont créés : le baccalauréat ès lettres pour les facultés des lettres et le baccalauréat ès sciences pour les facultés des sciences, à condition, pour ce dernier, que le candidat soit déjà titulaire du baccalauréat ès lettres :

Art. 22. « *On ne sera reçu bachelier dans la Faculté des sciences qu'après avoir obtenu le même grade dans celle des lettres, et qu'en répondant sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie.* »

Jusqu'en 1830, l'examen du baccalauréat ès lettres ne comporte que des épreuves orales portant sur des auteurs grecs et latins, sur la rhétorique, l'histoire, la géographie et la philosophie. La première session du baccalauréat a lieu en 1809 : 32 diplômes de bacheliers

dont 31 ès lettres et un ès sciences sont délivrés. Puis la barre des 1 000 diplômés est franchie en 1811, avec 983 bacheliers ès lettres et 43 bacheliers ès sciences.

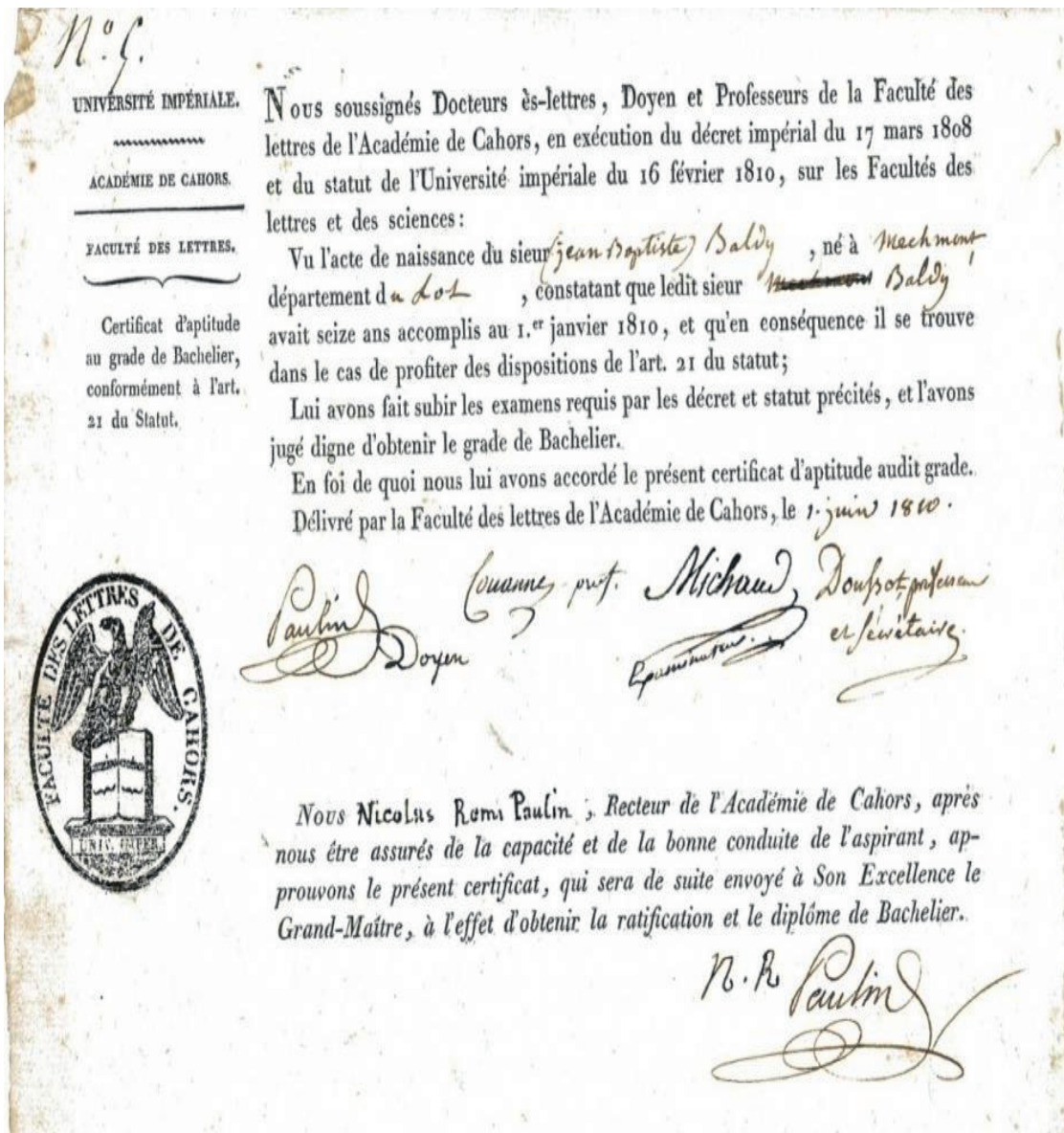
Un baccalauréat pour les filles

Le baccalauréat est institué pour les filles en 1919, soit cent onze ans après l'institution de celui des garçons en 1808. Il ne devient identique pour les deux sexes qu'en 1924.

Enfin, ce n'est qu'en 1971 que les nouveaux lycées sont systématiquement mixtes.

Quant à l'École polytechnique, fondée en 1794 par la Convention, elle s'ouvre aux filles en 1972.

Un diplôme de bachelier (1810)



Waterloo, les hémorroïdes et la vessie de l'empereur

La bataille de Waterloo, survenue le 18 juin 1815, aurait-elle été remportée par les Français si l'empereur avait été mieux soigné ? Une légende historique veut que Bonaparte ait tardé à lancer l'attaque à cause d'une violente crise hémorroïdaire... Quels sont les fondements, si l'on ose dire, de cette anecdote ?

Les anecdotes de l'Histoire sont souvent croustillantes mais leur authenticité est parfois difficile à établir. Concernant les douleurs hémorroïdaires qui auraient incommodé l'Empereur, au petit matin du 18 juin 1815, sur une morne plaine de Belgique, les témoignages de première main manquent. Nulle lettre écrite depuis Sainte-Hélène où l'exilé aurait écrit « *Ah, si j'avais eu une meilleure pommade...* »

Adolphe Thiers, président de la République de 1871 à 1873, âgé de 18 ans lors de la bataille, avait rédigé un ouvrage de référence sur l'Empire napoléonien dans lequel il rapportait de nombreux témoignages de proches de Bonaparte. Voici ce qu'il écrit sur Waterloo :

« Napoléon qui ne s'était couché qu'à deux heures après minuit, était debout à cinq heures du matin. Atteint dans ce moment d'une indisposition assez incommode, il n'en avait pas moins passé dix-huit heures à cheval dans la journée du 15, et il allait en passer encore autant dans la journée du 16, preuve assez frappante que son activité n'était point diminuée. »

Il poursuit en note :

« Les témoignages contemporains sont fort contradictoires relativement à l'état de santé de Napoléon pendant ces quatre journées. Le prince Jérôme, frère de Napoléon, et un chirurgien attaché à l'état-major, m'ont affirmé que Napoléon souffrait alors de la vessie. M. Marchand, attaché au service de sa personne, et d'une véracité non suspecte, m'a déclaré le contraire. On voit que la vérité n'est pas facile à démêler au milieu de ces témoignages contradictoires, quoique sincères, et je pourrais fournir pour cette même époque d'autres preuves non moins étranges de la difficulté de mettre d'accord des témoins oculaires, tous présents aux faits qu'ils affirment, et tous véridiques, au moins d'intention. [...] Je me bornerai à dire que quelle que fût la santé de Napoléon à cette époque, son activité ne s'en ressentit point [...]. »

Sur ce dernier point, il s'appuie sur des témoignages nombreux et authentiques, et notamment de ceux du général Gudin, alors âgé de 17 ans, et premier page de l'Empereur, lui présentait son cheval. Il ne quitta pas Napoléon un instant, et l'exactitude de sa mémoire, la sincérité de son caractère, m'autorisent à ajouter foi entière à ses assertions."

Un voile pudiquement jeté sur le fessier impérial

Mais beaucoup d'auteurs doutent de l'objectivité d'un Adolphe Thiers, idolâtrant l'empereur. Karl Marx, dans son ouvrage *La Guerre civile en France*, qualifiera ainsi Thiers de « cireur de bottes historique de Napoléon. »

Âgé de 5 ans lors de la bataille, le militaire et homme politique français, Jean-Baptiste Charras, profita de son propre exil en Belgique pour réaliser une enquête historique particulièrement fouillée sur *La campagne de 1815*. »

Dans une réédition de l'ouvrage, datée d'un an après celui de Thiers, Charras ne manque pas d'interroger l'état de santé de Napoléon au matin de la bataille... et le manque de rigueur historique de Thiers.